



DOSSIER PÉDAGOGIQUE

ANNEXE

Les 3 nommés du Prix Liberté 2026

China Labor Watch

Biographie

China Labor Watch est une ONG basée à New York et fondée en 2000 par l'activiste Li Qiang, pour la défense des droits des travailleurs chinois. Elle est créée à une époque où la Chine devient une terre de production peu coûteuse pour de nombreuses marques internationales.

Avec son industrialisation rapide et la mondialisation des productions, la situation s'est depuis fortement aggravée : conditions de travail dangereuses, travail des enfants, restriction de la liberté syndicale. Les violations des droits de l'Homme sont omniprésentes dans les usines chinoises.

China Labor Watch enquête sur ces abus pour informer les médias et la communauté internationale. Elle fait pression sur les grandes marques internationales notamment pour que la fast fashion ne soit plus synonyme de conditions de travail inhumaines et dégradantes.



© China Labor Watch

Contexte du combat

Contexte de création. China Labor Watch a été fondée dans un contexte d'industrialisation rapide et croissante de la Chine. En décembre 2001, la Chine rejoint l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle devient alors « l'usine du monde » et une terre de production peu coûteuse pour de nombreuses marques internationales. Cette industrialisation rapide s'accompagne de conditions de travail dangereuses et insuffisantes, de violations répétées du droit du travail et de restrictions à la liberté syndicale.



China Labor Watch

Situation actuelle : l'essor de la fast-fashion. La situation des droits de l'Homme en Chine fait l'objet de critiques et d'observations récurrentes de la part d'organisations de défense pour les droits de l'Homme mais aussi de journalistes. Depuis les années 2010, l'essor de nouveaux sites de shopping en ligne à bas-coût pour répondre aux micro-trends fait l'objet de critiques, et pas seulement de la part de ces organisations. Les réseaux sociaux – pourtant berceau de ces micro-trends – et la présence accrue de la nouvelle génération sur ces derniers ont permis au grand public de s'informer davantage sur la situation des travailleurs en Chine. Les atteintes au droit du travail dans les usines de produits de fast-fashion y sont dévoilées, bien que l'étendue de la liberté d'expression en ligne en Chine suscite le débat. L'entreprise Shein est souvent au cœur des controverses. Elle propose plus de 7000 nouveaux articles par jour à très bas prix. Ce rythme de production extrêmement rapide impose une pression constante sur les ateliers de fabrication, entraînant des cadences intensives, des salaires très faibles et des conditions de travail dégradées pour les ouvriers.

Législation chinoise. En droit chinois, la durée hebdomadaire de travail ne doit pas dépasser 44 heures. Les travailleurs doivent bénéficier d'au moins un jour de repos par semaine. Dans certains secteurs, comme l'industrie de la fast-fashion, ces normes ne sont pas toujours respectées : les journées peuvent atteindre 10 à 12 heures et la rémunération, souvent à la pièce et selon la difficulté de réalisation, est de 2 400 yuans par mois (327 dollars). Un salaire jugé particulièrement faible au vu de la pénibilité du travail.

Cadre international. La mondialisation a influencé la standardisation des normes relatives à la protection des droits de l'Homme, à travers différents instruments internationaux tels que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ainsi que les normes de responsabilité sociale des entreprises et les codes de conduite internes. Néanmoins, dans certaines entreprises, la dignité humaine des travailleurs est bafouée. Les autorités chinoises sont particulièrement hostiles aux enquêtes diligentées par les organisations de défense des droits de l'Homme.



China Labor Watch

Droits et libertés en jeu

- Droits des travailleurs ;
- Interdiction des traitements inhumains et dégradants ;
- Droit au respect de la dignité humaine ;
- Droit à l'information.

China Labor Watch met en lumière les conditions de travail délétères vécues par les travailleurs chinois dans les usines de production, notamment textiles. Au-delà de violations répétées du droit du travail, l'ONG dénonce le recours à des pratiques portant atteinte à la dignité et à l'intégrité des personnes et des cas de travail d'enfants. En effet, elle a recensé plusieurs cas de traitements inhumains et dégradants, interdits en toutes circonstances par le droit international. Par son travail d'enquête, China Labor Watch rappelle également l'importance du droit à l'information dans la dénonciation de violations des droits de l'Homme.

Questions pour aller plus loin

- Dans le cas de productions textiles à bas coût, comment pourrait-on faire respecter les droits des travailleurs ?
- Comment, selon vous, peut-on inciter les consommateurs à acheter plus cher un vêtement produit dans de meilleures conditions ?
- Selon vous, les micro-trends* vestimentaires sont-elles responsables des conditions de travail délétères dans les usines ?

*Tendance ou effet de mode de très courte durée et ciblé(e), apparaissant le plus souvent sur les réseaux sociaux.



China Labor Watch

Ressources

Réseaux sociaux

 [@China Labor Watch](#)

 [@chinalaborwatch](#)

 [@China Labor Watch \(CLW\)](#)

 [@chinalaborwatch](#)

 [@Li Quiang](#)

Sur la situation en Chine

Amnesty. Chine 2024. [Disponible en ligne.](#)

Human Rights Watch. Chine. Événements de 2024. [Disponible en ligne.](#)

20 minutes. (2025). « Fast fashion » : Les chiffres fous du Chinois SHEIN en infographie. [Disponible en ligne.](#)

Sur China Labor Watch

China Labor Watch. (2026). Labubu Unoxed : the labor behind the global toy phenomenon. [Disponible en ligne.](#)



[Cliquez ici pour consulter le site Internet de China Labor Watch](#)

Matiullah Wesa

Biographie

Matiullah Wesa grandit dans une province rurale en Afghanistan où l'accès à l'éducation est particulièrement restreint pour les filles. À 17 ans, il fonde PenPath, un collectif de 3000 bénévoles sensibilisant à l'importance de l'éducation pour toutes et tous. Depuis la reprise du pouvoir par les talibans en 2021, il assiste à une détérioration de la situation des droits de l'Homme dans son pays.

Arbitrairement arrêté en mars 2023, il est détenu pendant 7 mois par les talibans à cause de son engagement.

Matiullah Wesa agit concrètement en créant des écoles dans les villages les plus reculés et souhaite aussi faire changer les mentalités en sensibilisant la population à l'importance de l'éducation des filles.

À l'heure actuelle, Matiullah Wesa mène toujours son combat en Afghanistan.



© Matiullah Wesa

Contexte du combat

Origine et évolution. Le groupe taliban, apparu en 1996, reprend de facto le pouvoir en août 2021, à la suite du retrait des troupes américaines et de l'OTAN, dans le cadre de l'accord de Doha du 29 février 2020. Cette prise de contrôle intervient après l'effondrement des forces de défense afghanes et du régime de la République islamique d'Afghanistan instauré en 2004. Depuis lors, la crise humanitaire s'est aggravée, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

Droits des femmes et des filles. Plus de 70 décrets ont instauré des restrictions touchant la circulation, la tenue vestimentaire, l'accès à l'éducation et à l'emploi des femmes. En décembre 2021, le ministère de facto pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice a rendu obligatoire l'accompagnement des femmes par un mahram (parent masculin proche) lors de déplacements publics. Des arrestations, détentions arbitraires et traitements inhumains et dégradants ont également été rapportés.



Matiullah Wesa

Droit à l'éducation. Dans le domaine de l'éducation, les limitations imposées depuis août 2021 ont conduit à l'exclusion progressive des filles et des femmes des établissements secondaires et universitaires, les plaçant dans une position d'exclusion sociale et politique. Selon Catherine Russell, directrice générale de l'UNICEF, au 21 mars 2025, près de 2,2 millions de filles sont concernées.

Actualité - Oppression systématique des femmes et «apartheid fondé sur le genre». En juin 2025, après examen de la situation en Afghanistan, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a qualifié celle-ci de « l'un des reculs les plus graves des droits humains des femmes jamais observés ». Un rapport des Nations Unies du 8 octobre 2025 indique que le groupe Taliban continue de mettre en partie, "(l') accent (sur) les persécutions fondées sur le genre" et que son système d'oppression systématique et de domination à l'égard des filles et des femmes s'enracine dans la sphère institutionnelle de façon croissante.

Nouveau Code pénal. En janvier 2026, un nouveau Code pénal a été publié dans la plus grande des discussions. L'ONG afghane Rawadari a publié l'information. Nombreuses analyses observent des écarts entre les dispositions du code et les normes internationales. La protection juridique des femmes connaît un énième recul : dans l'hypothèse de coups de la part du mari, et seulement s'il peut être prouvé qu'il en est à l'origine, celui-ci sera condamné à 15 jours de prison. Les violences sont cependant autorisées au titre de "sanctions disciplinaires", comme le rapporte le média Brut. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'engagement de Matiullah Wesa.

Droits et libertés en jeu

- Droit à l'éducation;
- Droits des femmes;
- Droit à l'égalité et à la non-discrimination.

Le combat de Matiullah Wesa vise à garantir le respect du droit à l'éducation, en particulier celui des jeunes filles, et par conséquent les droits des femmes et leur droit à l'égalité de traitement vis-à-vis des hommes. Le droit à l'éducation des filles et des femmes est une lutte précieuse pour combattre l'enracinement et l'institutionnalisation d'un système d'oppression et de domination fondé sur les violences de genre, ici dirigé par le groupe Taliban. Les enjeux derrière l'accès des femmes à l'éducation sont essentiels, en ce qu'il permet de garantir leur indépendance, leur existence sociale et leur place dans la vie publique et politique d'un pays.



Matiullah Wesa

Questions pour aller plus loin

- À quelles conditions l'éducation peut-elle changer une société ?
- Dans quelle mesure l'école est-elle un outil d'accès à la liberté dans un système d'oppression ?
- Selon vous, quelles sont les conséquences de l'affirmation et/ou du maintien des inégalités de genre dans la société ?

Ressources

Réseaux sociaux

 [@matiullah_wesa](#)

 [@matiullahwesa](#)

 [@penpathvolunteers](#)

 [@Pen Path](#)

Sur Matiullah Wesa

Radio France. (2023). Afghanistan : l'arrestation de Matiullah Wesa, l'homme qui défend l'école pour les filles. [Disponible en ligne.](#)

Le Monde. (2023). En Afghanistan, arrestation du fondateur d'un réseau d'écoles ouvertes aux filles. [Disponible en ligne.](#)

Sur la situation en Afghanistan

Conseil européen et Conseil de l'Union européenne. (2025). Afghanistan. [Disponible en ligne.](#)

Rawadari. (2026). Press Release Regarding the Implications of the "The Criminal Procedure Code for Courts" Issued by the Taliban. [Disponible en ligne.](#)

Nemonte Nenquimo

Biographie

Nemonte Nenquimo grandit en Amazonie au sein du peuple Waorani, une des treize nationalités indigènes reconnues par l'Équateur.

En 2015, elle fonde l'ONG Alianza Ceibo pour protéger les terres ancestrales de l'exploitation et valoriser la culture de peuples autochtones.

Son combat pacifique se fait notamment devant les tribunaux et elle remporte en 2019 une première victoire contre l'expropriation et le rachat abusif des terres par l'industrie pétrolière.

En 2020, le Magazine Time la place parmi les 100 personnes les plus influentes du Monde et la même année, elle reçoit le Prix Goldman pour l'environnement.

Nemonte Nenquimo est la porte-parole des peuples autochtones, souvent oubliés et invisibilisés dans les décisions politiques nationales et internationales

En août 2023, elle rassemble les Équatoriens derrière un référendum à l'issue duquel est voté l'arrêt de l'exploitation du pétrole dans le Parc national Yasuni.



© Leigh Vogel

Contexte du combat

Les peuples autochtones au niveau international. Les peuples autochtones représentent 6,2 % de la population mondiale. Leurs droits demeurent souvent bafoués par les autorités étatiques et ils subissent une marginalisation qui les discrimine. Privés de leurs droits fondamentaux, notamment celui à l'autodétermination, les peuples autochtones restent victimes d'assimilation forcée imposée par les États.

Nemonte Nenquimo

À des fins d'industrialisation et d'extraction pétrolière, ces peuples sont expulsés de leurs terres ancestrales, ce qui affecte leur mode de vie et accentue le changement climatique. En raison de leur marginalisation politique, ils disposent rarement de moyens juridiques efficaces pour s'y opposer. De fortes inégalités de santé ou d'éducation accentuent cette marginalisation des peuples autochtones vis-à-vis des autres citoyens. En réponse à cette situation, la communauté internationale a adopté en 2007 la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Toutefois, l'absence de définition précise des peuples autochtones dans ce texte, laisse une grande marge d'appréciation aux États et désavantage les peuples autochtones.

Les peuples autochtones en Équateur. L'Équateur a aujourd'hui conscience de la richesse de ses peuples autochtones et de l'importance de sa biodiversité. Néanmoins, ces peuples ont dû se battre pour acquérir une égalité dans leurs droits et la conservation de leurs terres. Face à la répression qu'ils ont subie, des mouvements indigènes se sont unifiés pour faire entendre leur voix sur la scène politique. Après des décennies de lutte, c'est en 2008 que l'État équatorien adopte une nouvelle constitution qui intègre la notion d'« État plurinational et interculturel ». Ce nouveau texte prévoit également un droit de la nature, la Pacha Mama, qui oblige l'État et les autres acteurs à assurer le maintien et la restauration des cycles naturels. Cette reconnaissance des droits de la nature constitue une innovation politique majeure au niveau mondial.

Toutefois, ces avancées constitutionnelles n'empêchent pas l'autorisation de projets d'exploitation pétrolière sur certaines terres ancestrales ni l'exclusion de certains peuples indigènes. Si des progrès sont à souligner, les mobilisations se poursuivent et restent parfois fortement réprimées, comme en octobre 2025 avec le déploiement de l'armée à Quito. Par ailleurs, l'instauration de l'état d'exception dû à la situation sécuritaire dans le pays fragilise l'exercice des droits fondamentaux, de surcroît ceux des peuples autochtones. Malgré une reconnaissance juridique importante, la déforestation et l'exploitation pétrolière restent très présentes, affectant directement le mode de vie et la culture de ces populations.

Le peuple Waorani. Les Waorani sont un peuple autochtone d'Équateur vivant dans la région amazonienne. Ils sont connus pour leur mode de vie traditionnel fondé sur la chasse, la pêche et la cueillette, ainsi que pour leur relation étroite et spirituelle avec la forêt, qui constitue le cœur de leur identité culturelle et sociale. En 2019, une bataille judiciaire sur leur droit à la propriété est remportée par Nemonte Nenquimo contre le gouvernement équatorien, qu'elle accuse d'expropriation abusive à des fins d'exploitation pétrolière.

Nemonte Nenquimo

Droits et libertés en jeu

- Lutte pour un environnement sain et durable ;
- Droits des peuples autochtones ;
- Droits des générations futures.

Le combat Nemonte Nenquimo met d'abord en lumière la nécessité de préserver un environnement sain et durable. Le protéger, c'est garantir à chacun la possibilité de répondre à ses besoins actuels, tout en assurant des conditions favorables aux générations futures pour répondre aux leurs. En effet, plus largement, ce combat aspire à protéger le droit des générations futures. Par ailleurs, le combat met également en avant les droits des peuples autochtones, particulièrement affectés par les activités de l'industrie pétrolière, qui contribuent à la dégradation des écosystèmes, pourtant étroitement liés à la survie de ces peuples. Défendre un environnement sain et durable et la protection des droits des peuples autochtones, c'est défendre le droit à un niveau de vie suffisant aujourd'hui comme demain.

Questions pour aller plus loin

- Nemonte a fondé l'ONG Alianza Ceibo et utilise les réseaux sociaux (Instagram, Facebook) pour briser l'invisibilité de son peuple. En quoi la maîtrise de la communication numérique est-elle aujourd'hui une arme aussi puissante qu'un procès devant les tribunaux ?
- La protection de la nature et des peuples autochtones est-elle compatible avec le développement économique d'un pays ?
- En quoi les générations présentes sont-elles responsables vis-à-vis des générations futures ?



Nemonte Nenquimo

Ressources

Réseaux sociaux

 [@alianzaceibo](#)

 [@Alianza Ceibo Amazonia](#)

 [@AlianzaCeibo](#)

Sur Alianza Ceibo

Le Monde. (2025). En Equateur, l'armée déployée dans la capitale pour faire face à l'intensification de manifestations indigènes. [Disponible en ligne.](#)

France Info. (2024). Amazonie : en Équateur, la communauté des Waoranis demande l'arrêt de l'exploitation pétrolière sur leurs terres. [Disponible en ligne.](#)

Irenees. (2008). Le mouvement indigène équatorien au début du 21ème siècle. [Disponible en ligne.](#)



[Cliquez ici pour consulter le site Internet de Alianza Ceibo](#)



Ressources pédagogiques

Manuel en ligne Le vote du Prix liberté

Manuel pédagogique produite par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix pour accompagner les enseignants et les éducateurs dans la mise en oeuvre de la phase de vote avec leurs groupes

Fiche activité : La frise chronologique

Activité de 30 min pour aborder les enjeux des trois nommés de manière interdisciplinaire et préparer les élèves au vote. [Disponible en ligne.](#)



Contacts

Région Normandie

Pour les questions d'ordre logistique et organisationnel :

- Emmanuelle Allais - emmanuelle.allais@normandie.fr - Chargée de projets, Service jeunesse et politiques éducatives, Direction Jeunesse et Sport

Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Pour les questions d'ordre pédagogique :

- Sarah Mayer-Charlet, chargée de mission pédagogique Prix liberté - sarah.mayer-charlet@2idhp.eu
- Asmaa Atif, chargée de mission pédagogique Prix liberté - asmaa.atif@2idhp.eu